

Atelier du 9 Juillet 2014 (p.m.) – Pourquoi et comment utiliser des outils participatifs d'analyse de la vulnérabilité avant ou au début de la mise en œuvre d'un projet de développement ?

Animation et intervention :

- Aurélie Ceinos – CARE France
- Patricia Dubois – eQuiNeo
- Pierre Ferrand – Gret
- Vanessa Laubin – GERES
- Kassim Ramadhani Mussa – Université d'Agriculture de Sokoine (Tanzanie)
- Katia Roesch – AVSF

Liste des acronymes

ACB	Analyse Coûts-Bénéfices	GERES	Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités
ACC	Adaptation au Changement Climatique	GIEC	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat
ADEME	Agence de l'Environnement et de la Maîtrise de l'Énergie	ONERC	Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières	PCET	Plan Climat-Énergie Territorial
CVCA	Climate Vulnerability and Capacity Analysis	PED	Pays en développement
CRiSTAL	Climate Risk Screening Tool Adaptation and Livelihood	PNACC	Plan National d'Adaptation au Changement Climatique
DRIAS (portail)	Donner accès aux scénarios climatiques Régionalisés français pour l'Impact et l'Adaptation de nos Sociétés et environnements	RRC	Réduction des Risques de Catastrophes

INTRODUCTION - QUELQUES OUTILS ET MÉTHODOLOGIES EXISTANTS

Pourquoi réaliser une analyse des vulnérabilités et des capacités d'adaptation ? Revue rapide des outils sur la base du « Guide des bonnes pratiques pour l'intégration de l'adaptation dans les projets de développement, 2012 » : quels points communs, quelles différences, quelles limites ? - par Vanessa Laubin - Chargée de mission territoires et adaptation (GERES)

L'intégration de l'adaptation dans les procédures de lutte contre le réchauffement climatique

Quels principaux changements climatiques ?

- Températures : Hausse de 0,85 degrés entre 1880 et 2012.
- Précipitations : Diminution dans plusieurs régions du monde mais plus d'incertitudes.
- Élévation du niveau des mers de 29 à 82 cm d'ici à 2100.

Le 5^{ème} rapport du GIEC expose quatre *scenarii* :

- **RCP2,6** : Scénario optimiste, limitation de la hausse moyenne mondiale des températures à +1°C avec une oscillation entre 0,3 et 1,7°C
- **RCP4,5** : Scénario intermédiaire optimiste, limitation de la hausse moyenne mondiale des températures à +1,8°C avec une oscillation entre 1,1 et 2,6°C
- **RCP6,0** : Scénario intermédiaire pessimiste, limitation de la hausse moyenne mondiale des températures à +2,2°C avec une oscillation entre 1,4 et 3,1°C
- **RCP8,5** : Scénario pessimiste, hausse moyenne mondiale des températures à +3,7°C avec une oscillation entre 2,6 et 4,8°C

Ces chiffres ne sont que des températures moyennes mondiales. Au niveau local, les disparités s'accroissent.

Le RCP8,5 est le plus pessimiste mais il est aussi probable car il correspond à une situation de *Business as Usual*, soit une prolongation des émissions actuelles.

Pour plus d'informations, se reporter à l'analyse du 5^{ème} rapport du GIEC (<http://leclimatchange.fr/>).

Devant ces constats, il est important de diagnostiquer les vulnérabilités.

L'adaptation est un enjeu majeur à plusieurs niveaux :

- La lutte contre la pauvreté et l'adaptation sont-elles conciliables ?
- Comment combattre les incertitudes sur les impacts locaux des changements climatiques ?
- Comment agir dans des conditions de financements faibles et peu adaptées aux caractéristiques intrinsèques des territoires ?

Ainsi, le diagnostic permet de combler les lacunes scientifiques, c'est-à-dire de se donner les moyens d'agir en évitant la mal-adaptation.

Il y a cinq stratégies principales de mise en œuvre présentant chacune des avantages et inconvénients :

- Réactive (adaptation ex-post à un évènement) ;
- Proactive (adaptation ex-ante) ;
- Flexible (rapidité de mise en place et actions pouvant être ponctuelles) ;
- Durable (actions ancrées sur le long terme) ;
- Robuste (permet de s'adapter à plusieurs changements simultanés).

L'objectif de ces stratégies étant plutôt d'anticiper que de subir, les ONG ont un rôle à jouer dans le processus d'adaptation. En effet, elles ont un *focus* plus spécifique aux populations les plus vulnérables, ceci leur permet de travailler sur plusieurs secteurs différents par une approche intégrée, un accompagnement durable des sociétés, un renforcement des capacités locales et un encouragement des processus participatifs.

Il existe de nombreuses méthodologies et outils sur l'adaptation. **Quelques exemples :**

- *Analyse de la vulnérabilité et de la capacité d'adaptation au changement climatique (CVCA)*, de CARE (Méthode la plus utilisée) ;
- *Évaluation des vulnérabilités et des capacités (EVC)*, de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge (Méthode la plus pédagogique) ;
- *Handbook on Methods for climate change impact Assessment and Adaptation strategies*, du PNUE (Méthode la plus exhaustive) ;
- *Adaptation Wizard*, du *UK Climate Impacts Programme* (Méthode la plus rapide à mettre en œuvre).

Toutes ces méthodes ont en commun un séquençage quasi-identique :

- Caractérisation du territoire ;
- Analyse du contexte climatique et de l'exposition aux aléas ;
- Évaluation de la vulnérabilité sous-jacente ;
- Projections climatiques et impacts sur les vulnérabilités ;
- Options d'adaptation ;
- Mise en œuvre des options d'adaptation.

L'analyse des outils et méthodes permet de faire ressortir certains constats généraux. Ainsi, il ne faut pas faire du changement climatique le bouc-émissaire de toutes les difficultés d'un territoire. Il faut favoriser les ententes entre les communautés, sans pour autant sur-enjoliver les stratégies d'adaptation locales. Il existe encore peu de méthodes simples pour passer du diagnostic à l'action. Enfin, il est important de faire attention à la notion de « toute puissance » des outils méthodologiques en privilégiant l'adaptation de l'outil utilisé à son contexte.

Mettre en œuvre la méthodologie sur le terrain - Retours d'expériences - par Aurélie Ceinos - Chargée de mission Changement Climatique (CARE-France) et Kassim Ramadhani Mussa - Chercheur (Université d'Agriculture de Sokoine, Tanzanie)

Aurélie Ceinos : La méthode CVCA

Définition : Créée en 2009, c'est une méthode de collecte de données pour analyser la vulnérabilité des communautés face au changement climatique. Point de départ de la mobilisation des parties prenantes, de l'évaluation de la vulnérabilité actuelle et de la compréhension des risques climatiques futurs, elle a été reprise par de nombreuses ONG malgré ses imperfections. Elle constitue une méthode préliminaire.

La méthode vise à permettre de comprendre quatre éléments :

- Le contexte climatique ;
- Le contexte des moyens d'existence ;
- Les impacts des risques climatiques ;
- Les types de stratégies actuelles à mettre en œuvre.

La CVCA repose sur quatre grands axes :

- Moyens de subsistance résilients au changement climatique ;
- RRC ;
- Analyse des causes sous-jacentes de la vulnérabilité ;
- Capacité d'adaptation et d'organisation locale.

L'analyse se fait à trois niveaux différents :

- National ;
- Communautaire et autorités locales ;
- Domestique et individuel.

L'analyse repose sur une méthode de collectes de données faisant appel aux éléments suivants :

- **Sources d'informations secondaires** : Correspondent principalement à une revue de la littérature à propos du pays ou de la région d'intervention.
- **Interviews et questionnaires** : Ces questionnaires sont adressés aux autorités.
- **Observations de terrain** : Cette étape consiste à aller à la rencontre des gens pour comprendre le fonctionnement des communautés ciblées.
- **Focus groupes** : Ces derniers constituent des lieux d'échange et de discussion.
- **Outils participatifs** : Ils sont composés, par exemple, d'une carte des aléas, d'une carte des ressources, d'un calendrier saisonnier, d'une catégorisation des aléas et solutions de mise en place, d'un diagramme de Venn et d'une carte des migrations (positives ou négatives) et sont accompagnés de questions qui permettent de saisir les évolutions des stratégies des populations face au changement climatique, les différences de vulnérabilités et capacités différenciées des hommes et des femmes, etc.

Suite à la première analyse, il faut revenir vers les populations pour leur présenter les résultats et les discuter avec eux. Ce processus peut-être long et nécessiter plusieurs aller/retour, mais il s'agit d'une étape essentielle. Une fois ceci terminé, il faut passer à la définition du plan d'adaptation puis à la mise en œuvre.

La mise en œuvre a posé plus de problèmes et a nécessité une réadaptation de la méthode (en cours de révision en 2014). De nombreux points positifs ont cependant été soulignés

- Outil de formation sur l'adaptation ;
- Outil participatif qui laisse la place aux stratégies locales et qui permet la mise en place de plans locaux d'adaptation ;
- Outil qui permet la mise en relation des autorités locales et des communautés.

Cela dit, la méthode nécessite d'être améliorée sur certains points :

- Après l'analyse, il y a un manque d'orientation pour la construction d'initiatives d'adaptation.
- Il existe un décalage entre les perspectives de long terme et les financements de court terme.
- La méthode nécessite un fort soutien du gouvernement et l'implication de la population la plus vulnérable est toujours difficile.

Pour faire face à ces éléments négatifs il a fallu ajouter des outils supplémentaires :

- Grille de priorisation des stratégies retenues ;
- Matrice d'Analyse Genre.

Kassim Ramadhani Mussa : La méthode CRiSTAL

CRiSTAL signifie : Climate Risk Screening Tool Adaptation and Livelihood.

Cette méthode a été élaborée en réponse à un besoin d'amélioration de la prise de décision basée sur les communautés et sur les projets. Elle consiste donc en un outil de travail utilisé pour maximiser les opportunités d'adaptation et minimiser la mal-adaptation.

Elle permet aux utilisateurs de mieux comprendre les liens entre les vulnérabilités, les moyens de subsistance des populations et les activités liées au projet.

L'outil combine deux modules :

- **Module 1** : Informations sur le climat et les moyens de subsistance. Processus en plusieurs étapes, qui fait appel des méthodes participatives :
 - Identifier les vulnérabilités et les impacts liés au climat, ainsi que les stratégies locales ;
 - Identifier les ressources importantes dans les moyens de subsistance des populations et pour l'adaptation de ces dernières ;
 - Évaluer l'impact du changement climatique sur les ressources identifiées.

- **Module 2** : Planification et gestion de projets pour l'ACC. Processus en continu qui consiste en plusieurs éléments :
 - Évaluer l'impact des activités du projet sur les ressources et faire des ajustements si le résultat est négatif ;
 - Vérifier qu'une fois ajustées, les activités sont soutenables avec les caractéristiques intrinsèques des populations et territoires ;
 - Identifier les synergies et les barrières pour mettre en œuvre les stratégies d'adaptation.

La méthode CRiSTAL présente plusieurs avantages et limites.

Elle permet le développement d'activités soutenables tout en garantissant l'appropriation de ces activités. Elle apporte une légitimité politique et incite les populations à participer. Enfin, elle permet aux communautés locales d'évaluer leurs propres vulnérabilités sans avoir besoin du concours trop important des experts.

Cependant, la méthode présente aussi un certain nombre de limites. En effet, il y a une forte subjectivité dans l'analyse (évaluation de la soutenabilité des activités existantes et ajustées). De même, la méthode utilisée pour le module 1 risque de produire des résultats différents. Par ailleurs, la limitation à 3 choix par option est totalement arbitraire et inexplicite.

CRiSTAL est donc un très bon outil qui peut être utilisé de manière efficace une fois les limites prises en considération.

Questions/Réponses :

Comment est mise en œuvre une Analyse Coûts-Bénéfices (ACB) sur l'adaptation ?

Aurélié Ceinos : L'analyse mesure les bénéfices sociaux, économiques et environnementaux, tout en gardant à l'esprit la difficulté de chiffrer l'environnement. Plusieurs *scenarii* de changement climatique sont considérés pour modéliser les bénéfices associés.

Voir la méthodologie développée par CARE et l'exemple du Niger

(http://www.careclimatechange.org/files/Managing_Uncertainty_CARE_nefc_email_version.pdf)

Quelles sont les conditions pour un travail vraiment participatif, comment atteindre les populations les plus marginalisées ?

- Certaines populations se méfient des ONG, il est nécessaire de prendre le temps de construire le dialogue. Cependant, il y a toujours une réelle subjectivité dans l'analyse des vulnérabilités.
- Il est difficile de faire participer tout le monde. Il y a toujours des jeux de pouvoirs et des biais d'enquêtes classiques (notamment le biais d'enquêteur).
- Pour atteindre un maximum de personnes, il est essentiel d'avoir une bonne connaissance *ex-ante* du terrain. Par ailleurs, pour limiter les biais, les sources secondaires d'information sont importantes. Il faut trianguler les données.

Les méthodes sont-elles adaptables au milieu urbain ?

- La plus grande difficulté liée au milieu urbain vient du fait qu'à l'inverse des zones rurales, les gens ne se connaissent souvent pas ou peu. La notion de communautés est donc très différente.
- Plusieurs pays développés ont déjà mis en œuvre des plans climat basés sur des analyses de vulnérabilités. Il est sûrement possible de les adapter aux villes des PED.

COMMENT RENDRE CES OUTILS UTILES ET CONCRETS POUR MENER À DES ACTIONS EFFICACES D'ADAPTATION ?

Assurer la prise en main du diagnostic par les communautés : outils participatifs « positifs » ! - par Katia Roesch - Chargée de programme « Agricultures paysannes, Ressources naturelles et Changement climatique » (AVSF)

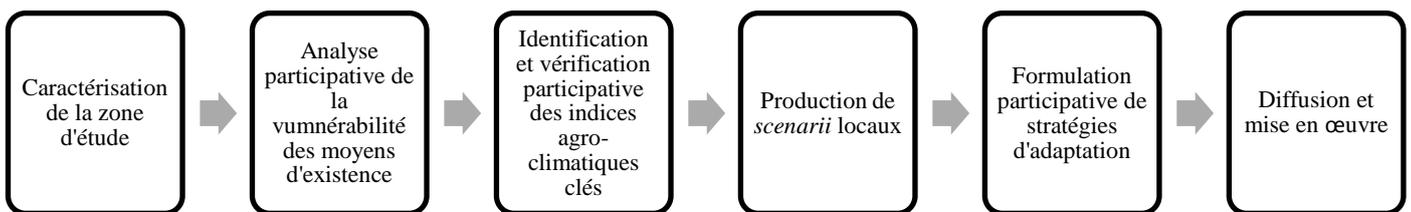
Le projet cité en exemple (Nicaragua) démontre toute l'importance qu'a le temps dans ces processus. En effet, ce projet a mis près de 2 ans pour se mettre en place, cette période ayant été employée au diagnostic des vulnérabilités. L'accent y est mis sur la participation et l'appropriation.

Le but de ce projet est de créer des capacités d'ACC pour les populations en formant les différents acteurs du pays.

Le projet a construit une méthodologie en trois étapes pour bâtir des stratégies d'adaptation :

- Évaluation des vulnérabilités au climat actuel et futur ;
- Identification des *scenarii* locaux du climat futur ;
- Formulation des stratégies d'adaptation au climat futur.

Le processus d'action est une suite d'activités qui se présente comme suit :



L'étape centrale est la construction participative d'indicateurs spécifiques qui permettent d'évaluer la vulnérabilité aux aléas des productions agricoles les plus significatives pour les producteurs (aspects concrets du climat, déterminants pour les étapes phénologiques des productions agricoles, modélisation des comportements). Par exemple, comment le haricot va être touché par un pic de température avant la récolte, et quelle stratégie peuvent développer les paysans pour limiter l'impact du climat ?

L'approche participative permet la rencontre entre la communauté et la recherche, l'articulation entre les connaissances issues de la recherche et les connaissances locales des paysans.

Les stratégies d'adaptation peuvent-être de deux sortes :

- Les stratégies spécifiques (ex : des variétés et techniques sur le maïs ou les haricots) ;
- Les stratégies générales (ex : la diversification des exploitations agricoles, les campagnes de sensibilisation).

Ainsi, le processus participatif est central pour permettre de générer le débat. Il est aussi la clé pour rendre accessible la recherche aux populations, tout en permettant à cette dernière de valider ses travaux par une expérience et un retour de terrain.

La recherche est un élément fondamental pour obtenir une validation/légitimation auprès des acteurs locaux, notamment pour convaincre les décideurs politiques sur les enjeux de développement, mais elle demande parfois un degré de détails trop important par rapport à une situation de terrain, qui est parfois difficilement compréhensible pour les familles paysannes.

Permettre l'utilisation des résultats par les autorités locales pour faciliter la mise en œuvre de plans d'adaptation : le rôle de l'information géographique - par Vanessa Laubin - Chargée de mission territoires et adaptation (GERES)

La cartographie :

- Une carte permet de « vulgariser » et valoriser un ensemble complexe d'informations.
- La cartographie est un outil d'appropriation du territoire qui permet de comprendre les échelons territoriaux et d'identifier les caractéristiques des territoires.
- C'est un outil de communication efficace car elle simplifie une réalité complexe et rend donc plus aisée l'analyse et la concertation autour des connaissances.
- MAIS, il faut se méfier de la « toute puissance » des cartes, et toujours chercher à en faire une interprétation spécifique.
- Les cartes demandent un temps de collecte de données important qu'il ne faut pas négliger.
- La modélisation climatique est difficile car elle nécessite des techniques, des moyens informatiques et des données qui ne sont pas toujours existantes selon les contextes.

Présentation du projet ClimTerr au Sénégal

L'objectif est d'élaborer et mettre en œuvre sur le terrain les supports méthodologiques préalables à la formulation des politiques « climat » territoriales ou à l'intégration de la dimension climat dans les politiques publiques locales (et en particulier le volet « adaptation »).

La méthode d'analyse mise en œuvre par le GERES est un pot-pourri de ce qui existe, adapté aux caractéristiques intrinsèques du territoire visé.

Le projet prend place sur le territoire du Ferlo au Sénégal. La cartographie a permis de mettre en relief des éléments très précis de ce territoire (ex : feux de brousse, densité de population, densité de cheptel).

In fine, l'analyse a engendré l'élaboration d'un indice de vulnérabilité synthétique à partir de 15 variables sélectionnées par un comité scientifique. Bien sûr, on reste sur un indice subjectif, forcément imparfait car l'utilisation d'une variable par rapport à une autre a un sens politique. Mais il permet d'identifier des zones prioritaires d'action.

Il est à noter que des proxys ont dû être trouvés pour certaines données. Ceci constitue une limite dans le travail, mais prouve aussi la nécessité d'utiliser une méthodologie de recherche.

Le résultat obtenu a conduit à déterminer une échelle de priorisation des vulnérabilités du Ferlo.

Échelon communautaire et cartographie

- L'objectif est d'associer les acteurs locaux aux projets de territoire par le biais d'une cartographie.
- La cartographie participative est présentée comme un facteur de démocratisation et de renforcement des sociétés locales ou des minorités face à la normalisation technocratique, à l'ingérence ou à l'ethnocentrisme des représentations spatiales traditionnelles.
- Cependant, ce n'est pas dit que l'ensemble des acteurs puissent participer, il y a aussi des jeux de pouvoir dans cette situation.

Questions/Réponses :

Quelle méthodologie de construction des indices synthétiques ?

- La disponibilité des données (moindre que dans les pays développés) a orienté le choix des variables intégrées à l'indice final.
- Le listage des critères de vulnérabilités importants ont aussi permis l'identification des variables.
- Des pondérations ont été utilisées sur les variables, en ayant toujours en tête la possibilité d'influence politique sur les choix faits.

QUELS EXEMPLES FRANÇAIS PEUVENT NOUS INSPIRER ?

En France, une démarche obligatoire de PCET (Plan Climat-Énergie Territorial) a été menée par les collectivités. Quels outils ont été mis en œuvre et ont « bien fonctionné » tant au niveau de la population que des collectivités ? Lesquels pourraient-êtré transposables aux PED ? - par Patricia Dubois - Chef de projets Énergie/Climat (eQuiNeo)

Le cadre réglementaire français est récent...

- **En 2006** : L'ONERC (Observatoire National sur les Effets du Réchauffement Climatique) conduit à l'adoption de la stratégie nationale d'ACC.
- **En 2010** : Adoption des Lois Grenelle II, les PCET deviennent obligatoires pour les collectivités de plus de 50 000 habitants (450 collectivités concernées).
- **En 2011** : Adoption du 1^{er} PNACC (Plan National d'ACC).

... et à plusieurs échelles :

- **Nationale** : Stratégie nationale d'ACC.
- **Régionale** : Adoption de Schémas Régionaux Climat Air Énergie.
- **Locale** : Élaboration de démarches PCET.

Les plans climat sont historiquement construits autour des enjeux d'atténuation. L'adaptation a toujours été le parent pauvre des questions climatiques. Néanmoins, des progrès se mettent en place. En effet, le volet adaptation des PCET est une articulation entre deux processus de connaissance des impacts et de gestion.

Il n'existe pas de méthodologie nationale sur les façons d'élaborer les stratégies au niveau des collectivités. Les collectivités cherchent donc à avoir une vision assez globale qui incorpore l'ensemble des notions en lien avec le changement climatique.

La philosophie commune prend la forme suivante :

- Faire le bilan des évolutions climatiques passées ;
- Mobiliser les expertises locales ;
- Analyser les aléas ;
- Réaliser un exercice de prospective climatique ;
- Identifier les mesures d'adaptation envisageables.

L'ADEME met à disposition un certain nombre d'outils méthodologiques à destination des territoires. (Attention, il n'a pas UNE méthode parfaite mais DES méthodes à combiner et adapter.)

Le portail DRIAS (Donner accès aux scénarios climatiques Régionalisés français pour l'Impact et l'Adaptation de nos Sociétés et environnements) met à disposition des territoires une plateforme météorologique/climatique. C'est une analyse en projection et non en prévision. Cette plateforme contient un panel d'indicateurs permettant de mettre en œuvre un grand nombre de modélisations.

Les diagnostics de vulnérabilités sont à renforcer :

- Il est difficile d'élaborer des *scenarii* prospectifs ;
- La hiérarchisation des vulnérabilités est complexe (l'emploi d'une ACB peut être utile dans ce cadre) ;
- Il est difficile de faire le lien avec l'économie (quels gains et pertes à la lutte contre le réchauffement climatique ?).

Retours d'expérience sur des méthodes d'analyse des vulnérabilités des territoires :

- Plan d'adaptation de l'Agence de l'eau - bassin Rhône-Méditerranée-Corse → <http://www.eaurmc.fr/climat.html>
- Sensibiliser les acteurs locaux et le grand public – Conseil Général de l'Hérault → <http://www.herault.fr/environnement/webtv/un-changement-climatique-l-herault>

- Quinzaine du DD « Chaleur en ville » - Ville de Fontaine →
<http://agenda21.ville-fontaine.fr/la-ville-de-fontaine-presente-la-quinzainechaleur-en-ville-du-11-au-24-juin-2012/>

Les enseignements de la construction/définition des stratégies d'ACC :

- La priorité reste l'amélioration des connaissances tout en cherchant à les rendre opérationnelles.
- Des problèmes persistent autour:
 - D'un raisonnement à climat constant ;
 - D'un contexte de gestion des risques prégnant ;
 - Des stratégies « coup par coup » (investissement de court terme).
- De promouvoir une approche *bottom-up* plutôt que *top-down*.
- De donner une image du changement climatique comme vecteur d'opportunités, plutôt qu'une contrainte.

Les premiers exercices de PCET adaptation sont à approfondir, améliorer et évaluer par un renforcement des partages et retours d'expériences dans la perspective de la COP 21.

Questions/Réponses :

Quels financements pour les PCET ?

Patricia Dubois : L'ADEME finance largement les démarches PCET (postes de chargés de mission des collectivités). Cependant, il y a aujourd'hui des problèmes de fonds dans l'ensemble des secteurs d'activités.

Quelle évaluation des PCET aujourd'hui, et quelle articulation avec l'Agenda 21 ?

Patricia Dubois : Les Plans Climat correspondent au volet « climat » des agendas 21. La première vague de PCET va se terminer en 2015, l'ADEME en fait des évaluations. Au niveau de l'adaptation, la situation est encore trop récente. Les bureaux d'études jouent le rôle d'accompagnateur dans les collectivités, mais il manque un suivi sur la durée.

Pourquoi les PCET visent seulement les zones urbaines ?

Patricia Dubois : Seules les collectivités de plus de 50 000 habitants se doivent de mettre en œuvre un PCET. Mais les zones rurales, souvent plus « vides » ont la possibilité d'en mettre en œuvre de façon volontaire.

Quelle participation du secteur privé ?

Patricia Dubois : Ce secteur n'a pas la même échelle de temps, il est moins axé sur le long terme, donc plus difficile à mobiliser.

QUELQUES ÉLÉMENTS DE CONCLUSION - PAR PIERRE FERRAND - CHARGÉ DE PROJET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE ET FILIÈRES AGROALIMENTAIRES (GRET) :

- La formation des acteurs du territoire est indispensable pour anticiper et répondre aux enjeux du changement climatique, elle peut être vue comme la transmission d'une capacité d'analyse et d'adaptation à un environnement potentiellement changeant.
- Le diagnostic de vulnérabilité est un processus long, itératif, et il sert de point de départ pour assurer la participation/mobilisation des acteurs locaux.
- La mobilisation des acteurs doit se faire à tous les niveaux, du local (communautés) en passant par les services déconcentrés, jusqu'aux pouvoirs publics de l'État central, sans oublier le secteur privé.
- Le diagnostic est un outil qui permet de générer du débat qui ne se pose pas qu'en termes de faiblesses mais aussi en termes d'opportunités/atouts via l'adaptation. Ce débat peut être appuyé par différents outils : cartographie participative, SIG, débats avec la recherche, etc.
- L'implication de la recherche dans l'analyse de la vulnérabilité permet de traduire les connaissances scientifiques pour les populations et injecter des connaissances locales dans la recherche (processus d'hybridation et d'apprentissage croisé).
- Ces diagnostics sont parfois des prérequis par les bailleurs, et peuvent aussi être perçus comme des outils de mobilisation de ressources financières par les collectivités locales/autorités locales.
- Les approches/outils mobilisables sont similaires au Nord et au Sud.

Quelques points d'attention :

- En France, c'est l'État qui porte le sujet, alors que dans les PED les pouvoirs publics sont faibles sur ces questions (notamment sur la mise en place des plans d'adaptation au changement climatique), en partie à cause d'un manque de moyens (financiers et ressources humaines) dédiés. Il est donc plus difficile de mobiliser à ce niveau national.
- Peu d'études ont été faites sur les aspects coût/bénéfice des projets/stratégies d'adaptation au changement climatique.

Le sous-groupe agriculture de la CCD propose de construire une formation sur ces outils de diagnostic de vulnérabilité à destination des ONG qui seraient en demande. Il est important de faire remonter les besoins ainsi que d'identifier les capacités existantes.

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale. Fondée en 1994, elle rassemble plus de 130 ONG qui mènent des actions humanitaires d'urgence, d'aide au développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains auprès des populations défavorisées mais aussi des actions d'éducation à la solidarité internationale et de plaidoyer.

14, passage Dubail 75010 Paris • Tél. : +33 1 44 72 93 72 • www.coordinationsud.org

La Commission Climat-Développement de Coordination SUD travaille sur les liens entre développement et changement climatique. Elle regroupe une quinzaine d'ONG membres de Coordination SUD : **Association 4D, Action Contre la Faim, Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières, Care France, Centre d'Actions et de Réalisations Internationales, CCFD - Terre Solidaire, Geres, Gevalor, GRDR, Gret, Initiative Développement, Institut de recherches et d'applications des méthodes de développement, Médecins du monde, Oxfam France, Planète Urgence.**

Contact Commission Climat-Développement : Vanessa Laubin, Geres. Email : v.laubin@geres.eu